

Au Congo, la frontière entre dictature et démocratie réduite à peau de chagrin

Tension extrême en République démocratique du Congo. Kabila tente de se maintenir au pouvoir, alors que le candidat de l'opposition Katumbi se retrouve mêlé à un «procès politique».

ANDREA DIJKSTRA
À LUBUMBASHI

Des milliers de Congolais ont accompagné cette semaine le candidat à la présidence, Moïse Katumbi, dans une marche pacifique vers le tribunal de la ville minière Lubumbashi. Ils y ont été accueillis par des gaz lacrymogènes. Le leader de l'opposition, tout de blanc vêtu, avec le drapeau congolais comme écharpe autour du cou, a dû se défendre pendant des heures contre une accusation selon laquelle il recruterait des mercenaires étrangers pour déstabiliser le pouvoir en place.

Le procès – qualifié par les observateurs de «procès politique» – est un nouvel épisode de la crise dans laquelle le Congo s'enlise. D'après la constitution congolaise, les élections présidentielles doivent se tenir au plus tard le 27 novembre, et le président actuel Joseph Kabila, après deux mandats, n'a plus le droit de se présenter comme candidat. Les chefs d'Etat des pays voisins, entre autres au Burundi et au Rwanda, ont déjà montré à quel point il était facile de contourner, voire d'ignorer les lois en Afrique.

Et Kabila – au pouvoir depuis 2001 et successeur de son père assassiné Laurent-Désiré Kabila – tente en vain de changer la constitution pour s'autoriser un troisième mandat. Parmi les protestataires, quarante ont déjà perdu la vie. La nouvelle stratégie de Kabila consiste à dire que l'argent manque pour organiser des élections et que tout simplement elles n'auront pas lieu.

La République démocratique du Congo se situe aujourd'hui à un des moments les plus intéressants, mais aussi les plus explosifs, de son histoire. Si Kabila renonce au pouvoir, le plus grand pays d'Afrique subsaharienne tiendra ses premières élections présidentielles véritablement ouvertes depuis la prise de pouvoir du général d'armée Joseph-Désiré Mobutu, il y a plus de cinquante ans. Si le président actuel persiste à vouloir s'imposer, cet Etat de 80 millions d'habitants risque une nouvelle fois d'être confronté à une guerre civile.

«Ces élections ne sont pas uniquement vitales pour le Congo, mais pour toute la région, et pour la communauté internationale», a déclaré l'avocat congolais Hubert Tshiswaka, défenseur des droits de l'Homme. Il considère que son pays se trouve dans une région où le virus de la démocratie semble en voie d'extinction. «Les présidents entre autres du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda, du Zimbabwe, d'Afrique du Sud, d'Angola et du Gabon préféreraient que Kabila reste au pouvoir afin de protéger leurs intérêts au Congo. Pour beaucoup d'entre eux, au Congo, le chaos est préférable à la démocratie.»

Retour à l'ère Mobutu?

Par ailleurs, Tshiswaka estime que la RDC revient progressivement à l'ère Mobutu: entre 1971 et 1997 le dictateur fou a dirigé le Congo (à l'époque, le Zaïre), en supprimant entre autres le Parlement, le système multipartis, et en n'hésitant pas à éliminer ses opposants. Pas moins de 18 militants des droits de l'Homme et membres de l'opposition crouissent en prison depuis plus d'un an, parce qu'ils se sont ouvertement opposés à Kabila. Dans les médias de l'opposition, trois personnes ont été emprisonnées au cours des derniers mois.

Les plus récentes intimidations visent l'homme d'affaires prospère, Katumbi. À 51 ans, l'ex-gouverneur de la province du Katanga représenté de plus en plus une menace pour Kabila. Il y a une semaine, il a annoncé officiellement qu'il se portait candidat à l'élection présidentielle. Ce fils d'une mère congolaise et d'un père grec de confession juive, a survécu de justesse à une tentative d'empoisonnement à l'arsenic. Sa propriété située à proximité de Lubumbashi a été plusieurs fois fouillée par des militaires, et pendant une manifestation organisée récemment, quatre de ses collaborateurs, dont le citoyen américain Darryl Lewis, furent arrêtés, ce qui a donné au gouvernement congolais de nouveaux atouts.

Le jour où Katumbi a annoncé sa participation à l'élection présidentielle, le ministre

congolais de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, a annoncé qu'il comptait poursuivre Katumbi pour avoir embauché des mercenaires étrangers, parmi lesquels d'anciens soldats américains.

La communauté internationale a fait part de ses inquiétudes face à la dégradation de la situation politique au Congo. Les Nations Unies ont entre autres approuvé la résolution 2277, où elles exhortent le gouvernement congolais à respecter le calendrier électoral. Les Etats-Unis ont annoncé à Kabila et son équipe qu'ils comptaient imposer des sanctions s'il persistait à refuser d'organiser des élections.

En accusant Katumbi d'avoir embauché des mercenaires étrangers, Kabila a une possibilité d'éviter les sanctions et de se maintenir au pouvoir. Cette accusation semble absurde, mais dans un Congo au bord de la guerre, cela ressemble à une volonté d'engager un conflit armé. L'appareil judiciaire congolais ne brille pas par son indépendance, et est même qualifié par certains avocats défenseurs des droits de l'Homme de «bras droit du gouvernement congolais».

De cette manière, Kabila a certainement des chances d'éliminer son opposant. En effet, au Congo, les personnes condamnées ne peuvent pas participer aux élections. Ensuite, Kabila poussera certainement au-devant de la scène une marionnette comme candidat à la présidence. Par exemple sa femme, Olive Lembe di Sita, ou son premier ministre Ponyo. Cela permettrait à Kabila de répondre aux exigences de la communauté internationale, et de rester au pouvoir via un montage de type «Poutine-Medvedev». Mais le peuple congolais l'acceptera-t-il?

«Pour beaucoup des présidents voisins, le chaos au Congo est préférable à la démocratie.»

HUBERT TSHISWAKA
AVOCAT DÉFENSEUR DES DROITS
DE L'HOMME

ZOOM LE CONGO FACE À UNE CRISE ÉCONOMIQUE

«Avec la crise politique, le peuple congolais, mais aussi les investisseurs étrangers retiennent leur souffle», explique le professeur d'économie Gaspar Bagalwa Muheme, que nous rencontrons dans son bureau, à l'univer-

sité de Lubumbashi. «Beaucoup d'entreprises temporisent avant de réaliser de nouveaux investissements». C'est surtout vrai pour la province du Katanga qui joue un rôle très important dans l'économie. Par exemple, un milliard de dollars – 70% de tous les revenus du Congo – provient chaque année de cette province minière, relativement calme, qui dispose de gigantesques réserves de

cuivre, de cobalt, d'or et de diamants. Aujourd'hui, le Katanga est très fortement touché par la chute mondiale du prix des matières premières. «Résultat: de nombreuses entreprises minières ont gelé leurs projets et des milliers de Congolais voient leur emploi menacé.»

Le Congo doit aussi faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires suite à l'impact dévasta-

teur d'El Nino sur les récoltes en Afrique du Sud. Il faudra attendre au moins un an avant la nouvelle récolte et l'économiste craint des troubles à cause de la situation alimentaire. Enfin, le pays est confronté à un important déficit de devises étrangères. «La banque centrale congolaise a injecté cinquante millions de dollars dans l'économie, mais ce n'est pas suffisant», ajoute Muheme.

RENCONTRE**MOÏSE KATUMBI: CONTROVERSÉ MAIS AIMÉ**

Dans sa propriété de Lubumbashi, Moïse Katumbi nous accorde une interview.

«Je n'avais aucune intention de faire de la politique. Je suis avant tout un homme d'affaires, et je me suis retrouvé par hasard en politique lorsque le parti au pouvoir de Kabila m'a demandé il y a des années de devenir député, et ensuite gouverneur.»

Trois facteurs expliquent l'immense popularité de ce millionnaire self-made-man. Tout d'abord, **ce richissime homme d'affaires** – dont le patrimoine est estimé à plus de 100 millions de dollars – **aime donner de l'argent publiquement.** Par exemple, on trouve dans tout le pays des autobus universitaires, des ambulances et même des poubelles portant l'inscription «don de Moïse Katumbi». Katumbi est également propriétaire du T.B. Mazembe, un des clubs de football les mieux classés en Afrique subsaharienne. De plus, il a été encensé en tant que gouverneur de la province du Katanga pour avoir asphalté des centaines de kilomètres de routes, augmenté fortement le nombre d'enfants scolarisés, et fait passer de 200 millions à 1 milliard de dollars par an les revenus de la province grâce à des droits de douane et à une lutte acharnée contre le trafic de minerais.

Les méthodes de gestion de Katumbi ont néanmoins suscité des controverses. Par exemple, il aurait abusé de sa position pour avantager ses propres

entreprises et son club de football. **«Katumbi n'a pas géré la province comme un homme d'Etat, mais comme un chef de famille»**, estime Donat Mpiiana Ben Bellah de l'organisation de défense des droits de l'Homme, ACIDH, qui lui reproche de ne faire aucune distinction entre l'argent public et privé.

En Belgique et au Royaume Uni, le gouverneur a été attaqué en justice en 2010 pour blanchiment d'argent et financement de rebelles. Il a été acquitté.

L'homme d'affaires réfute ces accusations avec un sourire charmeur. *«Je n'ai jamais mélangé la politique et les affaires»*, déclare le millionnaire qui, au moment où il est devenu gouverneur, d'après ses propres dires, a quitté la tête de ses entreprises, qui ont été gérées par des membres de sa famille, dont sa femme Carine.

D'autres experts internationaux doutent que Katumbi soit réellement populaire dans tout le pays, et se demandent s'il possède les compétences politiques et les nerfs d'acier indispensables pour gé-

rer la large coalition nécessaire pour détrôner Kabila. Le spécialiste belge du Congo, Kris Berwouts, s'attend aussi à ce que les origines étrangères de Katumbi soient utilisées contre lui au cours de la campagne.

«Certaines personnes prétendent aujourd'hui que je possède le T.B. Mazembe pour des raisons politiques, mais c'est faux. J'étais déjà fan de football quand j'étais à l'école primaire, et j'ai joué au foot pendant longtemps», raconte-t-il en riant. Même s'il a demandé une protection renforcée à l'ONU, il déclare ne pas avoir peur. **«Je préfère mourir en luttant pour une bonne cause que de continuer dans une mauvaise voie qui coûtera à la vie d'autres personnes»**, explique noblement Katumbi. De nombreux Congolais doutent qu'il soit arrivé par hasard en politique. Selon eux, avec son empire économique, ses donations et son mandat de gouverneur – mené d'une main de fer – Katumbi n'avait qu'un seul objectif: devenir l'homme le plus puissant du Congo.